Dans quelle situation politique se trouve la France ? Comment comprendre la résistible ascension de l'extrême droite et, en particulier, quel rôle ont joué les élites politiques et les médias dominants ? Que fera le FN/RN s'il accède au pouvoir ? Comment l'affronter et empêcher sa victoire ? Auteur d'une série de livres sur la renaissance du fascisme et animateur du podcast « [Minuit dans le siècle](#) » (sur le site [Spectre](#)), Ugo Palheta tente ici d'apporter quelques éléments de réponse à ces questions.

Cet entretien réalisé par Elsa Gautier a été publié par [Socialter](#) dans une version légèrement plus courte.

Vous observez depuis des années les dynamiques du « néofascisme » et vous alertez dans plusieurs livres parus depuis 2018 sur « la trajectoire du désastre » dans laquelle semble engagée la société française. Comment analysez-vous le moment d'accélération que nous vivons, depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale par le président Macron ?

La crise politique que connaît la France depuis 15 ans est entrée dans une phase aiguë, qui constitue une épreuve de vérité. Le problème, c'est que l'extrême droite part avec une longueur d'avance étant donné son succès aux européennes, mais il peut y avoir une dynamique électorale autour du Nouveau Front populaire si celui-ci ne se résume pas à un tête-à-tête entre partis, si interviennent activement les mouvements sociaux, les syndicats, les collectifs de quartiers, les associations féministes, écologistes, etc., tous ceux et toutes celles qui ont été au cœur des vigoureuses luttes populaires des 10 dernières années.

La France se singularise depuis 2017 par une tripartition du champ politique, avec des pôles qui étaient de force à peu près égale (du moins en 2022) : un pôle néolibéral (dirigé par Macron), un pôle de gauche (dominé par LFI depuis plusieurs années) et un pôle d'extrême droite (où le RN est de très loin la force dominante). Cette situation ne pouvait pas durer éternellement, à la fois parce que Macron n'a plus depuis 2022 de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais aussi parce que le pôle néolibéral vient de reculer électoralement aux élections européennes.

Macron avait déjà une base sociale étroite, dès son arrivée au pouvoir en raison de son projet de régression sociale, mais cette base s'est encore rétrécie depuis sa première élection en 2017, n'étant compensée que par le ralliement de secteurs de l'électorat de droite qui votaient antérieurement LR. Au point que les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty ont pu affirmer qu'en 2022 le vote Macron était « le plus bourgeois de l'histoire de France » (à partir d'une étude empirique des élections en France depuis la Révolution française).

Si on ajoute à cela la défiance très profonde dans le pays à l'égard des élites politiques, en particulier macronistes, et les importantes luttes sociales depuis 2016 qui ont déstabilisé encore un peu plus le pouvoir (Gilets jaunes, mouvements contre la réforme des retraites, mobilisation dans la santé publique, etc.), il est clair que la Macronie n'était plus du tout en mesure d'entraîner des forces derrière elle et que la situation était devenue en grande partie ingouvernable.

Quels sont les principaux ressorts à vos yeux de la montée en puissance continue de l'extrême-droite, que l'on constate dans les urnes depuis 15 ans ?

Il faut d'abord préciser que la percée de l'extrême droite au niveau national date de l'élection européenne de 1984. Le FN/RN dispose donc d'une assise ancienne, qui n'a pas été érodée par des expériences de pouvoir à l'échelon national puisque ce parti a toujours refusé de gouverner en position subalterne dans le cadre d'une coalition de droite. Il peut jouer ainsi une carte « déagiste » ou « anti-système », liée au simple fait de ne pas avoir gouverné au cours des dernières décennies, même si son programme économique est aujourd'hui en pleine continuité avec les partis qui se sont succédé au pouvoir depuis 40 ans : une politique libérale, en faveur des entreprises et qui n'apportera rien de bon, au contraire, aux salarié-es.

Ce qui me semble au cœur des succès de l'extrême droite, c'est le fait qu'elle est parvenue à politiser les peurs qui traversent notre société (en particulier la peur du déclassement, pour soi ou ses enfants, la peur du chômage, de la précarité, de l'insécurité, etc.) sous l'angle de la menace de l'immigration, des étrangers, des musulmans, etc., et à transformer ces peurs en l'espoir qu'on pourrait vivre mieux si on stoppait l'immigration, si on « mettait au pas » les minorités, etc. Cela a pu fonctionner parce que, dans le même temps, les forces politiques dominantes ont-elles-mêmes diffusé des discours xénophobes, islamophobes, sécuritaires, etc.

Une autre raison importante, c'est que les coalitions de gauche qui sont parvenues au pouvoir sous la domination du PS (dans les années 80, entre 1997 et 2002, puis entre 2012 et 2017) ont suscité une très forte déception et désorientation dans les classes populaires et plus largement parmi les salariés, en menant des politiques économiques très similaires à celles de la droite. Si le « ni droite ni gauche » (défendu par Le Pen, père et fille, depuis les années 1990) a pu si bien fonctionner c'est que la gauche, sous Hollande notamment, a gouverné à droite.

En outre, tout un matraquage politique et médiatique a imposé l'idée dans une bonne partie de la population que, de toute façon, il n'est pas possible de parvenir à un partage des richesses plus égalitaire entre travailleurs et patrons, entre riches et pauvres, qu'on ne peut plus vraiment changer la société, qu'il n'y a pas d'alternative. Tout ça a favorisé l'idée que la seule chose qu'il est possible d'espérer c'est une politique consistant à prendre aux étrangers pour donner aux Français (ou aux « vrais Français » dans une vision raciste), et à s'en prendre aux minorités pour favoriser la majorité.

La montée d'une forme de fatalisme de classe à partir des années 1980 (un scepticisme quant à la possibilité d'imposer un rapport de force aux possédants, au capital) a en quelque sorte été compensée par la progression d'un volontarisme raciste. C'est toute la politique de « préférence nationale » devenue « priorité nationale » dans la rhétorique actuelle du FN/RN, qui fonctionne dans l'imaginaire de l'extrême droite et d'une grande partie de son électorat comme une priorité *raciale*.

Quels sont les différents groupes sociaux qui composent aujourd'hui l'électorat RN ? Que nous disent les travaux récents des sciences sociales sur les motivations du vote d'extrême-droite ?

Contrairement à une représentation courante, l'électorat de l'extrême droite n'est pas homogène : il est loin d'être composé uniquement d'ouvriers ou de membres des classes populaires comme on le dit parfois, et apparaît davantage comme un conglomerat. On a vu aux dernières présidentielles que Zemmour avait fait d'excellents scores dans des communes ou des quartiers riches, mais le FN/RN est parvenu aussi à divers moments de son histoire à attirer des électeurs des classes favorisées, de manière croissante aujourd'hui à mesure que s'effondre le macronisme et que l'extrême droite apparaît à une partie des riches et des patrons comme une alternative à la gauche unifiée.

Cela étant dit, il y a des zones de force pour le FN/RN et des facteurs qui prédisposent au vote d'extrême droite. D'un point de vue de classe, l'extrême droite est particulièrement forte parmi les individus qui sont parvenus à se stabiliser économiquement malgré un faible niveau de diplôme, donc particulièrement parmi des petits indépendants (commerçants, artisans, chefs de petites entreprises) mais aussi dans les fractions supérieures des classes populaires (qui se recrutent de manière privilégiée parmi les travailleurs blancs), par exemple des ouvriers en contrat stable qui possèdent leur logement. Cet ancrage social est d'autant plus fort que ces personnes habitent dans les petites villes ou dans ce que le sociologue Benoît Coquard a nommé les « campagnes en déclin » (ce qui ne signifie pas toutes les campagnes), particulièrement dans les régions historiquement hostiles à la gauche.

Il faut par ailleurs tordre le cou à deux idées communes, faisant du FN/RN le parti des pauvres et des jeunes. Lors du 1^{er} tour de la présidentielle en 2022, Jean-Luc Mélenchon faisait jeu égal avec Marine Le Pen parmi les personnes gagnant moins de 1250 euros net par mois et se situait devant elle parmi celles et ceux gagnant entre 1250 et 2000 euros, alors que le RN le distançait chez les revenus situés entre 2000 et 3000 euros. Et si l'extrême droite a progressé parmi les jeunes par rapport aux années 1990, Marine Le Pen a été battue nettement en 2022 par Jean-Luc Mélenchon aussi bien chez les 25-34 ans que chez les 18-25 ans.

Concernant les motivations de l'électorat d'extrême droite, il faut insister sur le fait que fonctionnent ensemble, de manière articulée, la volonté d'un côté d'avoir davantage de pouvoir d'achat, et de l'autre côté de stopper l'immigration et de s'en prendre aux « immigrés », « étrangers », « minorités » (toutes ces catégories étant utilisées de manière volontairement floue par l'extrême droite). C'est toute une perception racialisée et raciste du monde – elle-même ancrée dans un monde racialisé (ségrégation raciale de l'espace, de l'école, du monde du travail, etc.) et raciste (discriminations systémiques) – qui joue le rôle de ciment idéologique pour l'électorat d'extrême droite.

Le tour de force réussi par le FN/RN a consisté à nouer un lien étroit entre le « social » (améliorer les conditions matérielles d'existence) et le « racial » (défendre les « nationaux » mais avec une conception implicitement raciste des « nationaux », puisqu'à l'extrême droite on oppose les « Français de souche », autrement dit les « vrais Français » d'un côté, et les « Français de papier » de l'autre, ces Français dont l'extrême droite estime qu'ils ne sont pas assez Français, culturellement, ou qu'ils n'aimeraient pas suffisamment leur pays).

Quel est l'impact selon vous des transformations récentes du champ médiatique, sous l'influence d'actionnaires puissants acquis, à l'instar de Vincent Bolloré, aux

Les médias dominants ont eu un rôle important dans tout le processus politique qui a permis la progression de l'extrême droite, à chaque étape.

Si l'on schématise, on peut dire qu'il y a d'abord une première période, des années 1980 aux années 2000) dans laquelle l'extrême droite était peu présente dans les médias (seul Jean-Marie Le Pen était invité et c'était encore assez rare) mais où les obsessions du FN - autour de l'insécurité et de l'immigration notamment - ont pris une place de plus en plus importante dans la presse, les journaux télévisés, les émissions de débat, etc. À cette atmosphère de plus en plus anxiogène, s'est ajoutée la fabrication d'un sentiment généralisée d'impuissance sur les questions économiques et sociales, en matraquant qu'il n'y avait pas d'alternative à l'austérité néolibérale (privatisations, régressions en matière de droit du travail, de retraites, etc.).

Dans une deuxième période, qui commence dans les années 2010, l'extrême droite commence à coloniser l'espace médiatique. D'abord, on voit bien davantage de responsables politiques du FN invités sur l'ensemble des plateaux (y compris les radios publiques), mais c'est surtout la constitution de l'empire Bolloré qui va changer la donne en décuplant l'audience de pseudo-journalistes (mais vrais idéologues racistes et réactionnaires) de Valeurs actuelles, Causeur, Boulevard Voltaire, etc., et en décomplexant certains vieux briscards de la presse de droite (Zemmour, Thréard, etc.).

Le cocktail est assez terrible puisqu'à la « fachosphère » qui était déjà puissante sur le web et les réseaux sociaux depuis une quinzaine d'années s'est donc ajouté un certain nombre de médias traditionnels (CNews, Europe 1, JDD, etc.), diffusant en continu le sens commun de l'extrême droite.

Pourquoi la gauche, malgré ses propositions sociales, rencontre-t-elle l'indifférence voire l'hostilité de certains groupes populaires acquis au RN ?

D'abord il faut préciser qu'il y a toujours eu une partie des classes populaires qui votaient à droite (avec des variations territoriales importantes) : une partie de l'électorat populaire du FN/RN procède ainsi d'un électorat anciennement de droite et qui s'est radicalisé à partir des années 1980. Mais il y a bien eu ce que les politistes nomment un « désalignement » entre la gauche et les classes populaires, qui s'est réalisé en plusieurs étapes.

Pourquoi la gauche ne parvient-elle pas davantage à parler aux classes populaires ? La première raison, à mon sens, c'est l'échec de toutes les expériences de pouvoir de gauche dominées par le Parti socialiste (de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin), dans la mesure où ces gouvernements ont pour l'essentiel trahi les espérances qui avaient été placés en eux. Mitterrand devait « changer la vie », il a opéré le tournant de la rigueur. Jospin prétendait rompre avec les gouvernements Balladur et Juppé, il a privatisé plus que tous les gouvernements de droite réunis. Hollande affirmait « mon ennemi c'est la finance », il a fait une politique de l'offre hyper favorable aux riches et au capital.

Il y a d'autres aspects évidemment, par exemple la légitimation d'idées racistes et sécuritaires du fait notamment du matraquage médiatique et de leur reprise par des dirigeants politiques de premier plan, mais c'est d'abord le bilan de la gauche au pouvoir,

en particulier du Parti socialiste, que l'on doit affronter. Le paradoxe, c'est qu'une partie des classes populaires pense que la gauche et les élites les ont abandonnées au profit des immigré·es et des minorités, alors que les immigré·es (et bien souvent leurs enfants) et les minorités sont les premiers·ères à avoir pâti (et à pâtir), en tant que travailleurs·ses notamment, des politiques de régression sociale, du chômage, de la précarité.

Vous écrivez que le désastre est possible mais « résistible ». Y a-t-il des exemples de territoires, en France ou à l'étranger, où on observe un recul de l'extrême-droite ? Autrement dit, y a-t-il des stratégies efficaces contre l'extrême-droite ?

Il y a des territoires où l'extrême droite n'a pas réussi à percer électoralement, comme la Belgique wallonne, sans doute à la fois parce qu'on y a maintenu un « cordon sanitaire » (on n'invite pas dans les médias des représentants d'extrême droite) mais aussi parce que le mouvement ouvrier traditionnel (notamment syndical), avec ses solidarités concrètes, a gardé là-bas un poids important. Mais il faut comprendre qu'il n'y a aucune recette miracle pour faire régresser l'extrême droite et quand elle s'installe dans le jeu politique elle ne disparaît pas, y compris après un passage au pouvoir (on l'a vu dès les années 1990 en Italie ou en Autriche, dans le cadre de coalitions avec la droite). Il y a donc un travail de long-terme à mener, au moins à trois niveaux.

Il y a d'abord le militantisme de terrain, particulièrement là où la gauche et les mouvements sociaux (syndicats notamment) sont peu présents (territoires ruraux, petites villes, petites et moyennes entreprises), pas simplement pour réfuter les mensonges de l'extrême droite, sur l'immigration notamment, mais pour faire exister un discours d'égalité et de justice sociale, construire des solidarités, etc., défendre l'idée qu'il est possible collectivement de construire un avenir meilleur en s'en prenant non pas aux immigrés ou aux minorités, mais en imposant un rapport de force avec les classes possédantes.

Il y a ensuite la bataille politico-culturelle, qui passe par ce travail de terrain où on diffuse des idées mais aussi par la construction de médias indépendants, la production et la diffusion de savoirs critiques (sur les inégalités de classe, les discriminations racistes, les violences d'État, etc.). Et il y a enfin la question de l'alternative politique : on ne fera pas régresser durablement l'extrême droite si un gouvernement de gauche ne parvient pas à montrer concrètement qu'améliorer les conditions de vie de la majorité (hausse de salaire, baisse de l'âge de la retraite, diminution du temps de travail, etc.) n'est pas contradictoire avec le fait, par exemple, d'accueillir dignement les exilé·es, qu'ils ou elles soient d'ailleurs reconnue·s ou non comme réfugié·es.

Au vu de l'exercice du pouvoir des extrême-droites contemporaines (Italie, Hongrie, Argentine), à quoi pourrait selon vous ressembler les premiers mois d'un gouvernement Bardella ?

Je pense que, si elle parvient au pouvoir, l'extrême droite cherchera à donner des gages à son électorat, mais aussi à rassurer le pouvoir économique et à s'attaquer aux secteurs militants capables de contester sa domination.

Donner des gages à son électorat ne passera pas par des mesures sociales (toutes les annonces récentes de Bardella montrent qu'ils sont en train de renoncer à toutes les mesures « sociales » de leur programme). Cela signifiera une intensification des attaques racistes ciblant depuis des années les groupes constitués comme « ennemi de l'intérieur » (les exilé·es, les musulman·es, les Rrom·es, les quartiers populaires et d'immigration), avec des conséquences immédiates en matière de traque et d'expulsion des sans-papiers, de remise en cause du droit d'asile, du droit des étrangers et des droits des minorités (notamment religieuses), mais aussi sur les ressources déjà maigres de nombreuses familles immigrées, donc y compris pour beaucoup d'enfants (du fait de la « priorité nationale » consistant à réserver les aides sociales, les emplois et les logements sociaux aux Français).

Rassurer le pouvoir économique impliquera de prolonger la politique de l'offre qui a été appliquée par tous les gouvernements avant eux : baisses d'impôts pour les entreprises et pour les riches notamment, application des réformes des retraites et de l'assurance-chômage initiées par la Macronie, coupes budgétaires drastiques pour compenser l'affaiblissement des recettes liées aux baisses d'impôts évoquées, etc.

Et il ne faut pas oublier qu'en accédant au pouvoir, l'extrême droite contrôlera l'institution policière, dont les membres sont déjà largement acquis à ses idées et qui attendent avec impatience un grand « nettoyage ». Affrontant une société civile vigoureuse, où les luttes populaires ont été importantes ces dernières années, il n'y a aucun doute sur le fait que le FN/RN utilisera des motifs fallacieux et des lois déjà existantes pour saper les résistances en allant bien plus loin que Darmanin : dissolution de nombreux collectifs, criminalisation des idées et mouvements contestataires, arrestations ciblées, entraves à l'action syndicale (restriction du droit de grève notamment), etc.

Croyez-vous en la possibilité d'une victoire du Nouveau Front populaire, dans cette campagne éclair ?

Je crois que les seules batailles perdues sont celles qu'on renonce à mener et que, comme le disait Ras l'front dans les années 1990, les avancées de l'extrême droite sont faites de nos reculs. On a le droit d'avoir peur mais il est important qu'on ne cède pas à la panique, et le meilleur moyen pour ça c'est de s'organiser et d'agir collectivement, dans un moment qui va être décisif pour l'avenir.

Il était crucial que les partis de gauche fassent l'unité, dans un temps aussi court, et cela a déjoué une partie des plans de Macron qui espérait une désunion des gauches pour bâtir une nouvelle fois un faux duel entre lui et l'extrême droite. Mais l'unité ne suffit pas, ou plutôt, comme on l'a dit dans [un édito de la revue Contretemps](#), *l'unité est un combat*.

Avec plusieurs implications : c'est un combat parce que, pour être victorieuse électoralement et pour mener à des conquêtes ensuite, il faut que l'unité ne se résume pas à une union passagère entre organisations politiques dont les liens avec la société sont faibles. Il faut donc que de larges pans de la population, notamment des classes populaires et les groupes opprimés, s'invitent dans la campagne à travers leurs organisations (syndicats de travailleurs, collectifs de quartiers, organisations antiracistes et féministes, associations de défense des droits humains, etc.), imposent leurs aspirations et fassent exister ce front bien au-delà d'un simple cartel d'organisations. C'est précisément l'un des

Et puis l'unité est un combat parce qu'au sein même de l'union des forces de la gauche sociale et politique il y a des divergences, et donc des débats nécessaires sur l'orientation politique. Pour qu'il y ait victoire, lors des élections et après, il faut que soit fait le bilan du hollandisme notamment, et que jamais ne se répète une telle expérience de trahison des intérêts populaires.

Concrètement, cela suppose d'élire un maximum de députés issus de l'aile gauche du Nouveau Front populaire, en particulier les représentants de la France insoumise mais aussi certaines figures des luttes sociales de la dernière période : Rachel Kéké, déjà élue en 2022, mais aussi Amal Bentounsi, militante infatigable contre les crimes policiers, Philippe Poutou, militant ouvrier et porte-parole du NPA, Adel Amara, militant des quartiers populaires, ou encore Raphaël Arnault, très actif dans les mobilisations antifascistes des dernières années.

On ne battra pas l'extrême droite simplement en mobilisant des peurs (qui sont légitimes au demeurant vu ce qu'est le projet raciste, réactionnaire, du FN/RN). Il faut impérativement que ce front populaire soit une véritable alternative aux politiques de régression sociale et au monde tel qu'il est, à une société capitaliste, raciste, patriarcale, productiviste, qu'il soit perçu comme un front de l'espoir.

*

Illustration : Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas